

Augmentation du temps de travail et dégradation des conditions de travail au CNED : pour les personnels, c'est toujours NON !

A la suite de l'annonce de la direction générale du CNED de remettre en cause les accords de 2002 concernant le temps de travail des personnels du CNED, plus de 200 collègues, personnels sur site et enseignants en poste adapté étaient réunis en assemblée générale les 8 et 9 avril, puis le 16 avril, à l'appel de l'intersyndicale FO-FSU-SNALC-UNSA.

Les prises de position ont été unanimes pour dénoncer les conditions de travail inacceptables pour les personnels du CNED, tous services confondus et pour refuser toute dégradation et toute augmentation du temps de travail.

L'ensemble des organisations syndicales a voté contre l'augmentation du temps de travail au CTE. La direction a décidé de passer en force contre cet avis unanime.

Mais pour les personnels du CNED, le combat n'est pas terminé.

Lors de l'AG du 9 avril, mandat a été donné aux organisations syndicales représentatives des personnels de porter leurs revendications auprès du ministre de tutelle :

- Refus de toute augmentation du temps de travail,
- Ouverture immédiate des négociations sur les conditions de travail,
- Recrutement des personnels nécessaires au fonctionnement du CNED,
- Augmentation du nombre de postes adaptés courte et longue durée,
- Réemploi immédiat de tous les personnels non renouvelés à la rentrée 2021,
- Arrêt des contrats précaires et pérennisation des postes.

Force Ouvrière ira porter ces revendications auprès du ministre Blanquer et elle propose aux autres organisations syndicales de le faire dans l'unité.

Contrairement à ce que voudrait nous faire croire l'administration, la mobilisation a été et reste forte contre l'augmentation du temps de travail. Et que dire des centaines de collègues réunis en assemblée en Assemblée Générale dans un seul mot d'ordre !

La FNEC FP-FO appelle tous les personnels à rester mobilisés contre cette attaque inacceptable de leurs conditions de travail, à amplifier cette mobilisation et à préparer les suites du combat en se réunissant en AG.

à Montreuil, le 6 mai 2021